



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 05/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GENERIS**

28 boulevard de Pesaro  
TSA 67779  
92000 Nanterre

Références : E/25-0302

Code AIOT : 0006514742

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2025 dans l'établissement GENERIS implanté Lieudit Les Pleins 77550 Réau. L'inspection a été annoncée le 08/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GENERIS
- Lieudit Les Pleins 77550 Réau
- Code AIOT : 0006514742
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n° 12 DCSE IC 044 du 22 mai 2012 le SMITOM du Centre Ouest Seine-et-

Marnais a été autorisé à exploiter une unité de compostage de déchets verts, une station de transfert de déchets ménagers et emballages issus de la collecte sélective et une déchèterie ouverte aux usagers sur le territoire de la commune de Réau.

Un récépissé de notification de changement d'exploitant au bénéfice de la société GENERIS a été dressé en date du 05 octobre 2015.

Suite au réexamen des conditions d'exploitation conséquent à la publication des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, des prescriptions complémentaires ont été imposées par l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022 pour les installations exploitées par la société GENERIS au lieu-dit "Les Pleins" à Réau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse



approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Capacité de rétention des eaux propres	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Contrôle des effluents pollués ou susceptible d'être pollués	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	1 mois
9	Dispositions mise en place contre les gaz odorants	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 5.5	/	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des installations	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Vérification des disconnecteurs	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.2	/	Sans objet
5	Débourbeurs-Déshuileurs	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Capacité de	Arrêté Préfectoral	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	stockage des eaux incendie	du 22/05/2012, article 4.8.4	préfecturale	
8	Fréquence des analyses des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.11.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
10	Admission des déchets ménagers et assimilés	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 6.1.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
11	Contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 7.5	/	Sans objet
12	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.7	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
13	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 11.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
14	Information au public	Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 13	/	Sans objet
15	Registre des produits finis	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés lors de la précédente visite du site le 28 février 2023, l'exploitant a réalisé les actions correctives permettant de mettre en conformité son installation notamment en ce qui concerne la conformité des installations électriques, la réalisation d'un état de perception odorante, le respect des fréquences d'analyse des rejets. Toutefois, la disponibilité d'une capacité totale de 1150 m<sup>3</sup> pour le stockage des eaux pluviales de toitures sur le site, reste à vérifier.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Gestion des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>



**Prescription contrôlée :**

L'exploitation des installations visées par le présent arrêté est confiée à une ou plusieurs personnes désignées par l'exploitant et techniquement compétentes. Les capacités techniques du à réagir notamment aux situations d'urgence sont périodiquement évaluées par l'exploitant. Les résultats de ces évaluations sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué que des tests de capacité à réagir en situation d'urgence sont réalisés annuellement pour l'ensemble du personnel du site.

Le test porte sur la capacité de manipuler les différents équipements de sécurité (vanne d'isolement) et d'intervention (extincteurs) ainsi sur les réflexes à avoir lors de la gestion de crise (gestion de situation et numéros à appeler en cas d'incident/accident).

Le test comporte également des scénarios de mise en situation "réelle" (déclenchement d'une alarme ou simulation de scénario (fuite, départ de feu, etc...)).

Une évaluation est réalisée après chaque exercice et une sensibilisation du personnel est effectuée en cas de nécessité.

Par ailleurs, des formations obligatoires sont dispensées au personnel (exemple formation de première intervention).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Vérification des disconnecteurs**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, vérification annuelle

**Prescription contrôlée :**

Accessible en permanence et installé à l'abri de toute possibilité d'agression externe, le dispositif de disconnexion est maintenu en bon état et vérifié au minimum annuellement. Ces contrôles font l'objet d'enregistrement tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a indiqué, justificatif à l'appui, que la vérification des disconnecteurs prévue initialement fin 2024 n'a pas pu être effectuée suite à l'annulation du contrôle par l'organisme de contrôle. Le contrôle des disconnecteurs a été réalisé le 27 janvier 2025. Le rapport de contrôle indique un bon fonctionnement des disconnecteurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Consommation d'eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, bilan de consommation

**Prescription contrôlée :**

<p>Les prélèvements en eau potable, qui ne s'avère pas liés à la lutte contre un incendie, sont limités à 9 000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>Le relevé des volumes d'eau utilisés est effectué hebdomadairement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué que vu sa consommation très faible en eau (781 m<sup>3</sup>/an pour 2024 et 373 m<sup>3</sup>/an pour 2023), le relevé des volumes de consommation d'eau est effectué deux fois par mois.</p> <p>L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2012 prévoit un relevé hebdomadaire.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'établit pas des bilans annuels lui permettant de suivre l'évolution de la consommation en eau des installations. Toutefois, un calcul peut être facilement réalisé pour établir le bilan annuel de consommation à partir des relevés bimensuels.</p> <p>L'inspection des installations classées a indiqué à l'exploitant que, bien que la consommation d'eau des installations est bien en deçà de la limite imposée de 9 000 m<sup>3</sup>, il lui appartient de suivre l'évolution de la consommation d'eau de son installation.</p> <p>Suite à ces constats, l'exploitant s'est engagé à réaliser des relevés hebdomadaires et de suivre l'évolution annuelle de la consommation d'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Capacité de rétention des eaux propres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales de toiture sont collectées et dirigées directement vers des bassins tampons étanches "eaux propres" présentant une capacité minimale de 1 150 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la dernière visite d'inspection du 28 février 2023, il n'a pas pu être démontré que les bassins tampon de collecte d'eaux propres du site disposent d'une capacité totale de 1 150 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à faire appel à un géomètre pour évaluer la capacité desdits bassins.</p> <p>Lors de la visite du 30 janvier 2025, l'exploitant a indiqué, justificatif à l'appui, qu'un géomètre est intervenu sur site le 28 janvier 2025. Le rapport sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>



<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Débourbeurs-Déshuileurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le (ou les) débourbeur-déshuileur est conçu, entretenu, exploité et surveillé de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition, ...). Les déchets qui y sont collectés doivent être éliminés dans une installation dûment autorisée à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 6 du présent arrêté. Les eaux collectées dans les bassins tampons précités sont rejetées dans le milieu naturel avec un débit maximal de 1 l/s/ha, avec contrôle de leur qualité selon les modalités visées à l'article 4,1 0.1 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'entretien des débourbeurs-déshuileurs a été effectué les 29 et 30 janvier 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Contrôle des effluents pollués ou susceptible d'être pollués

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Ces effluents sont collectés et renvoyés prioritairement en tête du processus de compostage des déchets verts. L'excédent d'effluents est dirigé, après passage dans un débourbeur-déshuileur, vers un bassin tampon étanche « eaux souillées » d'une capacité minimale de 650 m<sup>3</sup>. Ce bassin est maintenu en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les eaux du bassin sont ensuite dirigées vers le réseau eaux usées communal, avec contrôle de leur qualité selon les modalités visées à l'article 4.10.2 du présent arrêté.</p>
<b>Constats :</b> <p>La dernière analyse des rejets aqueux a été réalisée en novembre 2024. Les résultats de ces analyses sont conformes.</p>

Les analyses des rejets pour le mois de décembre n'ont pas été effectuées suite à l'absence du passage du laboratoire pour collecter les eaux prélevées. Le justificatif a été transmis à l'inspection des installations classées.
Par ailleurs, les résultats des analyses du mois de novembre 2024 n'ont pas été transmis via l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Capacité de stockage des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.8.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023.</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  À cet égard, les bassins tampons « eaux propres » et « eaux souillées » disposent respectivement, et en permanence, d'une capacité minimale de stockage des eaux déversées en cas d'accident ou d'incendie de 480 m <sup>3</sup> et 240 m <sup>3</sup> . L'exploitant doit à tout moment pouvoir justifier de ces capacités de stockage.
<b>Constats :</b>  Lors de la précédente visite d'inspection du 28 février 2023, il a été constaté l'absence de moyens mis en place pouvant garantir la présence de la capacité minimale requise pour le stockage des eaux polluées ou des eaux d'extinction d'incendie.  Suite à ces constats, l'exploitant a installé des jauges visuelles dans chacun des bassins. Une fois la limite atteinte, le bassin est vidé.  Lors de la visite d'inspection du 30 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté la présence de ces jauges dans les bassins.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Fréquence des analyses des rejets aqueux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 4.11.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>Cet article est modifié par l'arrêté préfectoral n° 2022/DRIEAT/UD77/110 du 19 septembre 2022.</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux non polluées rejetées au milieu naturel est effectué selon les fréquences modifiées par ce même arrêté.</p> <p>Le contrôle de la qualité des eaux rejetées au réseau eaux usées communal est effectué semestriellement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse des eaux rejetées dans le réseau communal est effectuée à une fréquence semestrielle. Pour l'année 2024, les analyses ont été effectuées le 29 janvier et 17 juillet 2024. Ces analyses sont conformes.</p> <p>Les prochains prélèvements sont prévus courant février 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Dispositions mise en place contre les gaz odorants

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, limitation des odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du 28 février 2023, Il a été constaté que les portes du hangar de compostage étaient ouvertes en permanence suite à une panne.</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitant avait transmis les justificatifs de la réparation desdites portes.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 30 janvier 2025, l'inspection des installations classées a constaté qu'une des deux portes du hangar était maintenue ouverte même en l'absence de livraison de déchets.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une cette porte est de nouveau tombée en panne. Une demande de réparation auprès du prestataire a été effectuée.</p> <p>Suite à la demande de l'inspection des installations classées et pour éviter les nuisances odorantes ou l'envol de poussière à l'extérieur du hangar lors des opérations de broyage, le rideau d'accès au hall de déchargement a été fermé et condamné. L'exploitant a indiqué, qu'en attendant la réparation du rideau, les vidages de végétaux se font à l'arrière du site.</p> <p>Par courrier électronique du 30 janvier 2025, l'exploitant a indiqué que la société de réparation interviendra sur site le 31 janvier 2025. Le justificatif de réparation des rideaux sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>

**Proposition de délais : 1 mois**

**N° 10 : Admission des déchets ménagers et assimilés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 6.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Risques chroniques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets reçus. L'exploitant définit, dans une procédure écrite, les modalités d'admission et de contrôle à la réception des déchets. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Lors de la visite d'inspection du 28 février 2023, il a été constaté l'absence de procédure écrite mentionnant la modalité d'admission et de contrôle des déchets.

Suite à ce constat, l'exploitant a rédigé une procédure relative à l'admission et le contrôle des déchets. Celle-ci est affichée à l'accueil.

Lors de la visite d'inspection du 30 janvier 2025, l'exploitant a présenté cette procédure et a détaillé sa mise en œuvre sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Contrôle des émissions sonores**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 7.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, réalisation du contrôle triennal

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant fait réaliser, dans un délai de 6 mois après la mise en service puis tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

**Constats :**

La dernière mesure des émissions sonores a été effectuée le 16 mars 2022. Le rapport de ladite mesure indique que l'installation est conforme.

Une commande pour une nouvelle mesure des émissions sonores pour l'année 2025 a déjà été effectuée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 12 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 8.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'ensemble de l'installation électrique est conçu de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses, à l'action des poussières inertes inflammables, et à celle des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant, soit par un lieu d'installation les protégeant de ces risques. Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. L'exploitant remédie à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs. La traçabilité de ces actions correctives est assurée par l'exploitant et est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite d'inspection du 28 février 2023 et suite à l'examen du rapport de contrôle des installations électriques réalisé en 2022, l'inspection a constaté la présence de plusieurs non-conformités qui n'ont pas été levées.</p> <p>Suite à ce constat, l'exploitation a réalisé des travaux pour la mise en conformité des installations. Le rapport de vérification Q18, réalisée le 23 juillet 2024, indique l'absence de non-conformité.</p> <p>Le rapport de vérification par thermographie, réalisée le 21 juin 2024, indique que le risque incendie des installations est faible en absence d'anomalies.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les armoires électriques sont munies de systèmes d'extinction immédiat pour éviter toute propagation d'incendie.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : odeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 11.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risques chroniques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant fait procéder par un organisme agréé à une mesure semestrielle des concentrations en H<sub>2</sub>S, NH<sub>3</sub> et poussières des gaz rejetés à l'atmosphère.</p>

Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires et des éventuelles améliorations devant être apportées pour améliorer le rendement de P installation d'épuration susvisée.

Par ailleurs, l'exploitant procède ensuite tous les trois ans (ou à la demande de l'inspection des installations classées) à une mise à jour de la liste et de la caractérisation des principales sources odorantes (continues ou discontinues) de l'unité de compostage de déchets verts afin de déterminer le débit d'odeurs global de l'établissement.

En cas d'évolutions notables du débit d'odeurs global généré, ou du milieu environnant (urbanisation, etc) de l'unité de compostage de déchets verts, ou du procédé de compostage desdits déchets, ou à la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant procède à une mise à jour de l'étude de dispersion atmosphérique initiale du dossier de demande d'autorisation afin de vérifier que l'installation respecte l'objectif de qualité de l'air mentionné à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008.

Les résultats de ces mises à jour sont transmises dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés des commentaires nécessaires et des éventuelles améliorations devant être apportées à l'unité de compostage ou à ses modalités d'exploitation afin d'atteindre l'objectif précité.

#### **Constats :**

Suite aux constats établis lors de la visite d'inspection du 28 février 2023 et qui indiquaient l'absence de la mise à jour de la liste des principales sources odorantes de l'unité de compostage, l'exploitant a fait réaliser une étude de dispersions olfactives en octobre 2023.

Cette étude a permis de mettre à jour la liste des principales sources odorantes par ordre d'importance. Les biofiltres représentent la source la plus importante d'émissions odorantes. L'exploitant a indiqué que ces biofiltres sont entretenus et changés selon la nécessité. Les dernières analyses des rejets atmosphériques des biofiltres, réalisées le 24 septembre 2024, sont conformes.

Par ailleurs, l'étude de dispersions olfactives conclut, que les perceptions odorantes ressenties en dehors du site sont inférieures à 5 uoE /m<sup>3</sup> (valeur seuil imposé par l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 encadrant les installations de compostage relevant du régime de l'autorisation).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 14 : Information au public**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2012, article 13

**Thème(s) :** Autre, transmission du dossier de bilan annuel

#### **Prescription contrôlée :**

1° Une notice de présentation de l'installation avec l'indication des diverses catégories de déchets pour le traitement desquels cette installation a été conçue ;

2° L'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation avec, éventuellement, ses mises à jour ;



3° Les références des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet en application des dispositions législatives des titres Ier et IV du livre V ;

4° La nature, la quantité et la provenance des déchets traités au cours de l'année précédente et, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, celles prévues pour l'année en cours ;

5° La quantité et la composition mentionnées dans l'arrêté d'autorisation, d'une part, et réellement constatées, d'autre part, des gaz et des matières rejetées dans l'air et dans l'eau ainsi que, en cas de changement notable des modalités de fonctionnement de l'installation, les évolutions prévisibles de la nature de ces rejets pour l'année en cours ;

6° Un rapport sur la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation.

II.-Ce dossier est mis à jour chaque année ; il en est adressé chaque année un exemplaire au préfet du département et au maire de la commune sur le territoire de laquelle l'installation de traitement des déchets est implantée ; il peut être librement consulté à la mairie de cette commune.

**Constats :**

L'exploitant transmet annuellement un dossier d'information comprenant le d'exploitation à la mairie de la commune de Réau.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 15 : Registre des produits finis**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 18

**Thème(s) :** Autre, Présence de registre

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre de sortie distinguant les produits finis et les matières intermédiaires et mentionnant :

- la date d'enlèvement de chaque lot ; - les masses et caractéristiques correspondantes ; - le ou les destinataires et les masses correspondantes.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de dix ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôles chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a constaté que le registre de sortie est conforme.

**Type de suites proposées :** Sans suite